**DISCOURS PRESENTATION DU PROJET TOPICs**

**DESCRIPTION DU PROJET**

Projet de la plateforme technologique pour la démocratie et l’amélioration des systèmes de santé ( TOPICs), projet expérimenté dans trois pays, notamment : le Bénin, le Burkina Faso ainsi que la RDC.

 Ce projet est une intervention visant à améliorer l’engagement des citoyens et à rendre les systèmes de santé plus réactifs à leurs besoins à travers le développement de plateformes technologiques et le renforcement des capacités des partenaires locaux. En permettant aux populations d’exprimer leur opinion sur le système de santé, l’intervention permettra d’améliorer la participation citoyenne dans les politiques de santé et d’augmenter le pouvoir d’agir des populations des zones ciblées. Ceci contribuera au renforcement du système de santé à travers une meilleure réédition de compte et une meilleure recevabilité.

Le projet TOPICs a pour OBJECTIFS :

* D’améliorer la gouvernance en santé à l’aide des technologies;
* De rendre les systèmes plus réactifs aux besoins des populations les plus marginalisées;
* D’améliorer l’engagement des citoyens et l’approche collaborative;
* De renforcer le pouvoir des femmes et plus démunies par des activités d’intégration sociale;
* D’informer les institutions publiques par des données probantes.

**Les principaux acteurs pour la concrétisation de ce projet sont :**

* le Ministère de santé, l’AMC (Affaires Mondiales Canada) Partenaires : Unité de Santé Internationale du Centre Hospitalier Universitaire de Montréal (USI/CHUM ; Canada);
* L’institut de Recherche pour le Développement (IRD ; France);
* Le Réseau national des ONG pour le développement de la femme (Renadef);
* Les collaborateurs pour la promotion des activités d’intégration sociale : l’organisation à assises communautaires OAC FDKI (Femmes kwangolaises debout pour le développement intégré);
* Les Prestataires privés : Africasys (France) : société d’ingénierie et d’édition logicielle – Créateur de la plateforme Numéro-Vert avec Serveur vocal interactif;
* Bluesquare (Belgique) : groupe d’experts dans les technologies de l'information et de la communication, le financement des soins de santé, la gestion des programmes d'aide, la conception et la visualisation des données.

**Les différents bénéficiaires au projet sont les suivants :**

* femmes, filles, garçons, hommes, indigentes et indigents;
* agents de santé;
* partenaire terrain : Renadef;
* OAC collaboratrice : FDKI;
* NDJT;
* ensemble de la population;
* responsables des différentes entités de l’organisation des systèmes de santé;
* décideurs, responsables politiques et administratifs, institutions locales;
* élus locaux, communaux et départementaux, leaders religieux, chefs de villages/ coutumiers;
* comités de femmes utilisatrices des services de santé, associations, ONG sur les droits en santé;
* organisations de la société civile.

**A terme de ce projet, les résultats attendus sont les suivants :**

* Habilitation accrue des femmes et des hommes, des filles et des garçons ainsi que des groupes marginalisés pour qu'ils puissent participer aux processus démocratiques, jouir de leurs droits de la personne et les exercer ;
* Améliorer la participation équitable et inclusive aux processus de décisions;
* Utilisation accrue de la technologie par la population pour rendre des comptes;
* Sensibilité accrue des institutions publiques aux différents besoins et droits des citoyens, grâce aux technologies.

LA DEMARCHE RECHERCHE-ACTION

* Permettre aux populations d’exprimer leur opinion sur le système de santé ;
* Service d’appel gratuit avec un serveur vocal interactif (NV-SVI) à Kenge ;
* Ciblage communautaire et enquêtes auprès des indigents Constituer une base d’informations avec des données anonymes, fiables, utiles et disponibles en temps réel ;
* Mécanismes de validation des données et entrevues régulières ;
* Plateforme de gestion de données OpenData (données ouvertes) Mener des activités de sensibilisation aux informations (droits, satisfactions, besoins en santé) ;
* Transfert de connaissances et plaidoyers ;
* Activités d’intégration sociale (radios communautaires, réseaux sociaux, cadres de concertation, etc.) ;
* Capitalisation et médiatisation des enjeux de la gouvernance (ateliers, restitutions, rapports, film)